

Le social-libéralisme, voilà l'ennemi!

Vox Economie (<http://premium.lefigaro.fr/vox/economie/>) | Par [Eric Zemmour \(#figp-author\)](#)

Mis à jour le 30/04/2015 à 09h12

La chronique d'Éric Zemmour.

Gauche et droite se flattent d'être à la fois libérales et sociales. Et si c'était la cause de nos ennuis? Une analyse iconoclaste et pertinente du nouveau mal français.

La France est trop libérale. La France est trop socialiste. La France est trop libérale car l'État n'a plus guère de prise sur une économie nationale ouverte aux quatre vents. La France est trop socialiste car le taux de prélèvements obligatoires est un des plus élevés du monde. Libérale, socialiste. Le débat fait rage depuis trente ans. Débat essentiel et vain. La France est libérale et socialiste. Pour le pire à chaque fois. C'est ce que Guillaume Sarlat appelle le «libéralisme à la française».

La France est libérale et socialiste. Pour le pire à chaque fois. C'est ce que Guillaume Sarlat appelle le «libéralisme à la française».

Notre auteur aurait pu aussi parler de «socialisme à la française». Mitterrand a inventé ce modèle (ou plutôt anti-modèle) après son virage de 1983; il a été maintenu et poursuivi pieusement par tous ses successeurs, Chirac, Sarkozy, Hollande. Libérale, parce que tous les grands groupes industriels et financiers ont été privatisés et que le traité de Maastricht a ôté à l'État sa maîtrise de la politique monétaire. Socialiste, car l'État s'est transformé en «Samu social» et a forgé de toutes pièces une économie parallèle, faite de baisses de charges sociales sur les bas salaires, d'emplois aidés et d'assistanat. Économie parallèle qui pèse de plus en plus lourd, financée qu'elle est par une augmentation continue des impôts et une hausse vertigineuse de la dette. Dette publique qui enrichit grassement les banques privées -qui n'ont plus guère intérêt à prêter aux agents économiques,

bien moins rentables- tandis que la Banque centrale européenne joue le rôle de «pousse-au- crime» avec des taux d'intérêt si bas qu'ils gardent hors de l'eau la tête d'un État français surendetté. La démonstration est implacable.

Guillaume Sarlat est polytechnicien et inspecteur des finances. Les chiffres, c'est son truc. Pour les lettres, on repassera. Aucun effet de style ni plaisir de lecture. Son livre tient moins de l'essai que du cours. Mais avec deux qualités essentielles: la rigueur et la clarté. Les grandes écoles à la française ont encore de beaux restes. Notre auteur nous montre que notre anti-modèle socialo-libéral est à l'opposé - contrairement à ce que nous répètent les médias- de notre tradition gaullo-colbertiste: celle-ci n'était pas libérale mais dirigiste en économie; elle n'était pas socialiste car elle confinait le système social aux possibilités des partenaires sociaux (négociations entre syndicats) et de l'économie (en refusant vertueusement toute dette).

Son livre tient moins de l'essai que du cours. Mais avec deux qualités essentielles : la rigueur et la clarté. Les grandes écoles à la française ont encore de beaux restes.

Mais on découvre aussi que -contrairement à ce que prétendent nos dirigeants- nos voisins s'en tirent mieux parce qu'ils sont beaucoup moins libéraux que nous. Les Allemands n'ont pas bazaré leur capitalisme d'État en conservant leur système de banques publiques régionales détenues par les Länder qui canalisent l'épargne des ménages vers l'industrie ; il aurait pu ajouter que beaucoup de grosses PME allemandes ne sont pas cotées en Bourse, ce qui les protège des coups de Trafalgar, à l'abri derrière leur mur d'argent... familial. L'Angleterre, en refusant d'entrer dans l'euro, a conservé la maîtrise de sa politique monétaire, qui lui permet d'être beaucoup plus réactive aux à-coups de la conjoncture. En revanche, les réformes Thatcher, puis Schröder, ont détruit la gangue d'assistanat qui enserrait ces sociétés, et rendu sa vraie noblesse à la «valeur travail» que nos politiques hexagonaux se contentent de célébrer dans de beaux discours.

Nous n'avons plus ni capitalisme d'État ni souveraineté monétaire; et nous ployons sous un assistanat payé par la dette. Devenus des proies boursières, nos grands groupes sont rachetés les uns après les autres; nos PME ne peuvent pas grandir car

elles sont traitées comme de la valetaille de sous-traitants. La France est le dindon de la farce libérale et européiste. Dindon qui glousse de contentement. Nos énarques s'enrichissent en devenant des vedettes du CAC 40; nos cadres ont les 35 heures; et nos pauvres ont le smic et le RSA. Nos politiques se succèdent au pouvoir en surjouant le changement pour mieux cacher qu'ils ne changent rien. Le bateau coule, mais l'orchestre joue toujours plus fort.

**Le diagnostic impeccable et implacable de notre
polytechnicien nous ouvre le chemin. Nous devons devenir
moins libéraux et moins socialistes. Pas l'un ou l'autre ni l'un
contre l'autre, mais les deux à la fois.**

Le diagnostic impeccable et implacable de notre polytechnicien nous ouvre le chemin. Nous devons devenir moins libéraux et moins socialistes. Pas l'un ou l'autre ni l'un contre l'autre, mais les deux à la fois. L'État doit retrouver son rôle majeur dans l'économie, et lâcher beaucoup de lest dans le social. Notre auteur se jette courageusement à l'eau et nous donne quelques pistes et solutions. Parfois originales, parfois plus convenues. Certaines évidentes, d'autres moins. Ainsi reprend-il la vieille idée qui traîne depuis la crise de 2008: la séparation des banques de détail et d'investissement, sur le modèle du célèbre Glass-Steagall Act de Roosevelt. Mais, partout, le lobby des banques a bien résisté. Il propose de responsabiliser les groupes du CAC 40 -qui se défaussent sur l'État des conséquences sociales de leurs délocalisations et de leur stratégie uniquement favorable aux actionnaires- en modulant les cotisations chômage en fonction de leur politique de l'emploi ; mais on attend le politique qui aura le courage de l'imposer. Pour permettre une relance soutenue d'investissements à long terme, notre auteur recommande de créer une dette publique perpétuelle. Le remède paraîtra incongru: de la dette pour en finir avec la dette!

Et puis, il y a l'euro. Notre polytechnicien tourne autour comme une poule qui a trouvé un couteau. Il voit bien que la monnaie unique n'a pas rempli ses objectifs; mais il ne veut pas s'en débarrasser. Pour la première fois du livre, notre auteur paraît emprunté et embrouillé. Il fait un éloge vibrant des avantages de la monnaie unique, sans nous les préciser. Il croit pouvoir s'émanciper de la tutelle

de la BCE sans sortir de l'euro; retrouver notre souveraineté monétaire sans revenir au franc. Est-il un adepte de cette monnaie commune qui avait eu les faveurs d'un Balladur ou d'un Chevènement en leur temps? Il n'emploie pas l'expression même s'il semble en caresser l'idée. L'idéologie semble inhiber malgré lui notre pragmatique. L'envoûtement des grands mots et des grandes idées, arrêter la main de l'implacable calculateur. Un instant, un instant seulement.

[En finir avec le libéralisme à la française \(http://www.albin-michel.fr/En-finir-avec-le-liberalisme-a-la-francaise-EAN=9782226316486\)](http://www.albin-michel.fr/En-finir-avec-le-liberalisme-a-la-francaise-EAN=9782226316486), Guillaume Sarlat, Albin Michel, 231 p., 18 €.

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 30/04/2015. **[Accédez à sa version PDF en cliquant ici \(http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2015-04-30\)](http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2015-04-30)**



<http://plus.lefigaro.fr/page/eric-zemmour-1>

[Eric Zemmour \(http://plus.lefigaro.fr/page/eric-zemmour-1\)](http://plus.lefigaro.fr/page/eric-zemmour-1)

[Suivre \(http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/1649413\)](http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/1649413)

Journaliste, chroniqueur